

AGA du RSIQ

14 septembre 2018, Nicolet

Cahier des participantEs

1. Mot de bienvenue	p.2
2. Ordre du jour de l'AGA	p.3
3. Procès-verbaux de l'AGA du 15 septembre 2017 et de l'assemblée d'hiver 2018	p.4
4. Proposition de Plan d'action 2018-2019	p.19
5. Proposition firme comptable	p.23
6. Rappel des droits de vote	p.23
7. Extrait des règlements généraux	p.24
8. Bulletin de candidature	p.25

MOT DE BIENVENUE

Chers et chères membres,

Nous vous souhaitons la bienvenue à votre assemblée générale annuelle 2018. Ce moment privilégié de la vie associative du Réseau sera l'occasion de discuter des enjeux auxquels nous faisons face en matière de prévention et de lutte à l'itinérance. Ce sera aussi l'occasion de décider collectivement des stratégies à employer pour canaliser nos efforts afin d'accroître notre visibilité dans l'espace public et notre pouvoir d'influence auprès des décideurs.

Cette année, la mise en place de la Stratégie canadienne de lutte à l'itinérance, la tenue d'élections au Québec, le dévoilement des résultats du dénombrement et la poursuite du Plan d'action interministériel seront au cœur de nos discussions.

Le RSIQ aura vingt ans, il s'agit d'un moment important de notre vie associative. Il sera revigorant de souligner les réussites du RSIQ au cours des ans. Cette occasion doit nous permettre de consolider notre Réseau afin de travailler à de nouveaux succès indispensables à l'avancée de nos valeurs et pratiques.

Nous souhaitons une excellente assemblée à tous et toutes.

Solidairement vôtre,

Mathieu Frappier

Coordonnateur

Michel Thériault Maltais

Organisateur communautaire

ORDRE DU JOUR DE L'AGA

9h30 Arrivée des participantEs (accueil et café)

1. Mot de bienvenue
2. Mot du Conseil d'administration 2017-2018
3. Nomination d'unE présidentE et d'unE secrétaire d'assemblée
4. Tour de table des participantEs
5. Adoption de l'ordre du jour
6. Adoption du procès-verbal de l'AG du 15 septembre 2017
7. Présentation et adoption du rapport annuel 2017-2018
8. Ateliers de travail sur le plan d'action du RSIQ
 - I. **Introduction aux enjeux en itinérance**
 - II. **SCLI, Accès coordonné et action en direction du gouvernement fédéral**
 - III. **Politique nationale de lutte à l'itinérance, bilan de mi-parcours du Plan d'action interministériel 2015-2020 et action en direction du gouvernement du Québec**

Dîner 12h00-13h00

9. Adoption des états financiers 2017-2018
10. Dépôt des prévisions budgétaires 2018-2019
11. Nomination de la firme comptable pour les états financiers 2017-2018
12. Présentation et adoption du plan d'action 2018-2019
13. Nomination d'unE présidentE et d'unE secrétaire d'élection
14. Élection du conseil d'administration
15. Varia
16. Levée de l'Assemblée

PROCÈS-VERBAUX

Projet de procès-verbal de l'Assemblée générale annuelle 2017-2018

Étaient présentEs :

André Couillard	MHDV	CIBS
Alain Bernier	L'Abri postal	TIRS
Alain Trépanier	Centraide	CRI Laurentides
Alice Lepetit	RAPSIM	RAPSIM
Amélie Boutin	Lauberivière	RAIIQ
André Bilodeau	Chez-soi	TIRS
Aurélie Marcil	CIUSSS de l'Estrie	TIS
Benoit Lacoste	Resto Pop de Thérèse de Blainville	CRI Laurentides
Carmen Blais	Centre Booth - Armée du Salut	RAPSIM
Catherine Raymond	RAIIQ	RAIIQ
Christian Gosselin	Le Portail	CRIO
Danny Lacroix	Le Havre	Membre associé
Fabien Michaud	La Hutte	TAPIL
France Labelle	Refuge des jeunes	RAPSIM
François Boissy	Maison du Père	RAPSIM
François Lemieux	La Chaudronnée	TIS
Geneviève Morissette	Travail de rue Le Trajet	TAPIL
Janick Allyson	CRIO	CRIO
Jessie Moore Tremblay	RAIIQ	RAIIQ
Jimena Michea	RAIIQ	RAIIQ
John Gladu	L'Aiguillage	TIVS
Magali Parent	RAIIQ	RAIIQ
Marco Carpinteyro	TIRS	TIRS
Marie-Ève Ducharme	AJRJ	TAPIL
Marie-Hélène Boucher	Maison Dominique	ROIL
Mathieu Bélanger	ROIL	ROIL
Mathieu Frappier	Permanence	RSIQ
Mélanie Roger	Projet SRA-Laval	ROIL
Michel Bolduc	Maison Lyne Beauchamp	CRI Laurentides
Myrlande Myrand	Dans la rue	RAPSIM
Nicolas Luppens	GASP	GASP Haute Yamaska
Pascale Godbout	Café de rue Terrebonne	TAPIL
Patrick Conroy	Observateur	Observateur

Patrick Fournelle	Fleur de Macadam	CRI Laurentides
Pierre Gaudreau	RAPSIM	RAPSIM
Pierre Olivier Leblanc	Lauberivière	RAIIQ
Richard Chrétien	Sac à dos	RAPSIM
Robert Brunet	Maison Tangente	RAPSIM
Sonia Langlois	L'Antre temps	TIRS
Stéphanie Godin	L'Original tatoué, café de rue	TAPIL
Sylvie Plante	Maison de Sophia	CRI Laurentides
Yves Séguin	CIPTO	CRIO
Yvon Couillard	GEIPSI	RAPSIM

1. Mot de bienvenue

Ouverture de l'assemblée à 10h07, par Mathieu Frappier, coordonnateur du RSIQ, et présentation de l'ordre du jour.

2. Mot du Conseil d'administration 2016-2017

Geneviève Morissette, membre du conseil d'administration indique que le CA n'avait pas de présidence officielle si ce n'est pour la signature de document officiels. Administrer un conseil d'administration national avec cinq membres dont l'horaire est déjà bien rempli est un défi en soi. Elle nous rappelle combien la semaine de mobilisation s'est bien déroulée et est la fierté du RSIQ. Geneviève invite les gens à s'impliquer lors de l'AGA et des activités du Réseau.

3. Nomination d'un(e) président(e) et d'un(e) secrétaire d'assemblée

Mathieu présente Alain Trépanier, organisateur communautaire de Centraide Laurentides, se porte volontaire comme animateur en remplacement de Catherine Lessard, qui a du se désister pour des raisons de santé.

Sylvie Plante s'est aussi proposée comme secrétaire d'assemblée.

Proposé par : Pierre Gaudreault

Appuyé par : François Lemieux

Adopté à l'unanimité

4. Tour de table des participant(e)s

Les participants se présentent à tour de rôle.

5. Adoption de l'ordre du jour

Que l'on adopte l'ordre du jour avec la modification suivante :

- Au point 11 : Nomination de la firme comptable pour les états financiers **2017-2018**

Proposé par : Geneviève Morissette

Appuyé par : Aurélie Marcil

Adopté à l'unanimité

6. Adoption du procès-verbal de l'AG du 23 septembre 2016

Le procès-verbal ayant déjà été envoyé, M. Trépanier accorde cinq minutes pour le réviser.

Stéphanie Godin porte à notre attention les modifications suivantes à apporter au PV :

Point 2 : Procès-verbal de l'AG régulière des 12 et 13 février 2016 (et non 2015)

Point 3 : Présentation et adoption du rapport annuel 2015-2016 (et non 2014-2015)

Point 5.2 : Nomination de la firme comptable pour les états financiers 2016-2017 (et non 2015-2016)

Point 6 : Stéphanie Godin et l'Original tatoué, café de rue...

Proposé par : Fabien Michaud

Appuyé par : John Gladu

Adopté à l'unanimité

7. Présentation et adoption du rapport annuel 2016-2017

Survolt du cahier du bilan annuel et résumé par Mathieu Frappier.

Au sujet du comité externe de suivi de la Table interministérielle en itinérance, Jimena Michea nous informe qu'on se questionne beaucoup sur le rôle du secteur communautaire en itinérance à la Table interministérielle. La mission semble s'être éloignée avec le temps, on n'est manifestement pas dans un suivi du plan d'action.

Mathieu invite Jimena Michea et Pierre Gaudreau à commenté leur implication au Comité consultatif fédéral sur les orientations de la prochaine SPLI. Jimena nous rappelle que les membres du comité sont tenus à la confidentialité sur plusieurs enjeux discutés au comité consultatif. Cependant, les délégués du Québec demeurent préoccupé de l'importance de l'approche Logement d'abord dans les discussions.

Pierre Gaudreau rappelle que la bonification de 2016 et les nouveaux investissements à venir permettent une flexibilité dans l'attribution des fonds. La vigilance et la mobilisation demeure de mise et des liens sont à faire avec l'exercice de dénombrement prévu dans 11 collectivités désignées.

Question – commentaires :

Il est proposé de déplacer les ateliers en après-midi et faire la partie finances avant le dîner.

Proposé par : Stéphanie Godin

Appuyé par : Marie-Hélène Boucher

Adopté à l'unanimité

8. Adoption des états financiers 2016-2017

François Lemieux, trésorier au RSIQ, présente les états financiers et en recommande l'adoption.

Proposé par : François Lemieux

Appuyé par : Stéphanie Godin

Adopté à l'unanimité

9. Présentation des prévisions budgétaires 2017-2018

François Lemieux, trésorier au RSIQ, présente les prévisions budgétaires

Commentaires :

On demande pourquoi le budget de balance pas de 2\$? François Lemieux indique qu'il n'y a pas de raisons spécifiques, c'est très près du point d'équilibre.

France Labelle au sujet du PSOC du Réseau : a-t-on fait une analyse en fonction des besoins du RSIQ? Mathieu Frappier indique que, depuis plusieurs années, le Réseau soumet des demandes de rehaussement significatif de son PSOC aux gestionnaires du programme ainsi qu'aux ministres responsables.

Fabien Michaud : Compte tenu des enjeux actuels, l'assemblée souhaite clairement indiquer aux bailleurs de fonds que le financement du Réseau est insuffisant pour remplir sa mission.

10. Nomination de la firme comptable pour les états financiers 2017-2018

François Lemieux indique que le CA recommande de confier à nouveau le mandat à Monsieur Ronald Lapierre, comptable agréé.

Proposé par : François Lemieux

Appuyé par : Fabien Michaud

Adopté à l'unanimité

11. Nomination d'un(e) président(e) et d'un(e) secrétaire d'élection

Président d'élection : Alain Trépanier

Secrétaire d'élection : Mathieu Frappier

Proposé par : Geneviève Morissette

Appuyé par : Jimena Michea

Adopté à l'unanimité

12. Élection du conseil d'administration

Les candidatEs informent l'assemblée de leur motivation à être membre du CA.

Il est proposé de fermer la période des candidatures malgré une place toujours vacante.

Proposé par Geneviève Morissette

Appuyé par France Labelle

Adopté à l'unanimité

Que soit Francois Lemieux soit élu au conseil d'administration du RSIQ

Proposé par : Fabien Michaud

Appuyé par : Yves Séguin

Adopté à l'unanimité

Que Sylvie Plante soit élue au conseil d'administration du RSIQ

Proposé par : Jimena Michea

Appuyé par : Geneviève Morissette

Adopté à l'unanimité

Que Stéphanie Godin soit élue au conseil d'administration du RSIQ

Proposé par : Marie-Ève Ducharme

Appuyé par : France Labelle

Adopté à l'unanimité

Dîner 12h00-13h00

13. Ateliers de travail sur le plan d'action du RSIQ

- A) Plan d'action interministériel et plan de lutte à la pauvreté (animé par Mathieu Frappier)
- B) SPLI (animé par François Lemieux)
- C) Dénombrement 2018 (annulé puisque seulement deux personnes intéressées)
- D) Vie associative et gouvernance (animé par Magali Parent)

14. Présentation et adoption du plan d'action 2017-2018

Mathieu Frappier invite les animateurs d'atelier à mettre l'emphase sur les propositions, recommandations et réflexions qui ont été soulevées dans les ateliers.

Échanges et validation des objectifs spécifiques et stratégies d'actions proposées sur les axes suivants :

Vie associative

Pierre Gaudreau souligne que les deux AG devraient faire partie du plan d'action. Mathieu rappelle que cela fait partie des règlements généraux du RSIQ.

Retour et discussions sur l'idée d'ajouter des sièges au CA et la proposition de formation d'un comité de mobilisation.

Pierre Gaudreau invite les membres à se parler plus souvent ce qui pourrait soutenir davantage le RSIQ; Il suggère de former une table de région au lieu d'un comité de mobilisation.

Stéphanie Godin : à quel besoin désirons-nous répondre? Si l'objectif est régional, la Table de régions pourrait correspondre aux besoins. Si l'objectif est de soutenir la permanence, nous n'adressons pas bien le problème.

France Labelle : il y a un besoin de mieux se connaître, de mieux se parler pour mieux définir nos demandes et renforcer notre Réseau.

De remplacer le point 1b *Former et soutenir un comité de mobilisation en charge de soutenir les actions du RSIQ.* par *Former une Table des régions pour soutenir et échanger sur les travaux du RSIQ.*

- Lieu où l'on peut échanger sur les différentes réalités régionales. Auparavant, à la Table des régions
- Échanger et soutenir sur les travaux du RSIQ : désir de mieux se connaître pour renforcer le RSIQ.
- Échanger et soutenir sur les travaux du RSIQ : désir de mieux se connaître pour renforcer le RSIQ.

Proposé par : Pierre Gaudreau

Appuyé par :

Adopté à l'unanimité

Échanges concernant le point 3.B *Soutenir le comité SRA et organiser minimalement deux rencontres au cours de l'année.*

France Labelle soutient qu'il est surprenant qu'on ait un comité SRA puisque cela témoigne d'un soutien spécifique à une approche plutôt qu'une autre. Il est contradictoire d'avoir un comité spécifique à la SRA alors que nous demandons une approche généraliste et communautaire.

Il est proposé de retirer le point 3b. *Soutenir le comité SRA et organiser minimalement deux rencontres au cours de l'année.*

Proposé par : Yves Séguin

Appuyé par : France Labelle

Adopté à l'unanimité

Action en direction du gouvernement fédéral

Discussion sur le financement de la prochaine SPLI. Il y a un engagement financier important sur 10 ans. C'est un gain significatif. Quel est la teneur d'un fond accru pour le Québec? Actuellement, le financement annoncé est pancanadien mais nous ne connaissons pas la part du Québec.

Au sujet du dénombrement, Fabien Michaud a un malaise avec le mot « s'opposer ». Mathieu Frappier nous rappelle que ce libellé est textuellement la position des membres adoptée à l'unanimité lors de de l'AG d'hiver 2016.

Pierre Gaudreau, invite les membres à consulter le fascicule du RAPSIM « L'itinérance à Montréal. Au-delà des chiffres ».

Que l'on remplace « s'oppose au dénombrement » par « suivre de façon critique la réalisation du dénombrement au Québec en 2018 »

Proposé par : Pierre Gaudreau

Appuyé par : Stéphanie Godin

Adopté à l'unanimité

Action en direction du gouvernement québécois

L'importance de mettre l'emphase sur l'adoption de mesures rejoignant les axes de la Politique nationale de lutte à l'itinérance, la nécessité d'obtenir des moyens pour que les comités directeurs régionaux réalisent leurs plans d'action et la tenue d'élections à l'automne 2018 sont discuté par les participantEs.

Communication, information et sensibilisation

Discussions sur Les points 1b *Produire une publication de sensibilisation « grand public » permettant une prise de parole des personnes vivant ou ayant vécu une situation d'itinérance* et 3b. *Organiser un évènement public permettant une prise de parole des personnes vivant ou ayant vécu une situation d'itinérance*. Ces points semblent trop ambitieux compte tenu de nos ressources humaines et financières.

Que l'on retire les points 1b et 3b.

Proposé par : Jimena Michea

Appuyé par : André Couillard

Adopté à l'unanimité

Financement du RSIQ

Que l'on ajoute « dont la SPLI » à « Explorer les différentes sources de financement possible ».

Proposé par : Pierre Gaudreau

Appuyé par : Marco Carpenteyro

Adopté à l'unanimité

Fabien ajoute qu'il doit être noté que l'AG est d'avis que les fonds actuels ne nous permettent pas de répondre à notre mission et de faire face aux enjeux actuel.

Proposé par : Fabien Michaud

Appuyé par : Marco Carpinteyro

Adopté à l'unanimité

15. Varia

Patrick Conroy nous informe de la tenue d'une conférence en octobre sur son vécu en itinérance.

16. Levée de l'Assemblée à 15h20

Proposé par : Richard Chrétien

Appuyé par : Marie-Ève Ducharme

Adopté à l'unanimité

Projet de procès-verbal de l'Assemblée générale du 15-16 février 2018

Étaient présentEs :

Alain Trépanier	Centraide Laurentides
Alice Conroy	Invitée
Alice Lepetit	RAPSIM
André Couillard	MHDV
Andrée Dion	Projet LUNE
Andrée-Anne Tremblay	Direction de la santé publique de l'Estrie
Audrey Pépin Ross	Tremplin 16-30
Benoit Lacoste	Resto pop Thérèse-De Blainville
Bernard Besancenot	Multicaf
Bernard Champoux	Clinique Droit devant
Bernard St-Jacques	Clinique Droit devant
Blaise Gagnon	Ebyôn Trois-Rivières
Carol Pagé	ROIIL
Cassandra Métivier	YWCA Québec
Catherine Gervais	Café de rue Solidaire de Terrebonne
Catherine Giroux	Maison du Père
Cathy Michaud	Bureau régional d'action SIDA
Christian Gosselin	Portail de l'Outaouais
Cyndie Treulier	Travail de rue Le TRAJET
Danielle Goulet	Macadam Sud
Danny Lacroix	Havre de Trois-Rivières
Faye Héroux	Sidaction Mauricie
France Bouffard	Le Tràsh - Travail de rue Shawinigan
François Lemieux	Chaudronnée de l'Estrie
Gabrielle Neamtan-Lapalme	SHAPEM
Geneviève Morissette	Travail de rue Le TRAJET
Guy Pierre Lévesque	Méta d'Âme
Hugo Blanchard	Macadam Sud
Isabelle Lindsay	L'Antre temps Longueuil
Jacinthe Rivard	Université de Montréal
Jacques Brisson	Ensoleilvent
Janick Allyson	CRIO

Jean-Cébastian Baulne	ADDS-Outaouais
Jimena Michea	RAIIQ
Julie Rivet	Partage Notre Dame
Julie Tessier	Abri de la Rive-Sud
Karine Tremblay	Centre d'amitié autochtone de La Tuque
Lucie Latulippe	Abri de la Rive-Sud
Magali Parent	RAIIQ
Marco Carpintheyro	TIRS
Marica Vazquez Tagliero	Coop Les Valoristes
Marie-Ève Rheault	ConcertAction femmes Estrie
Maryse Tanguay	Projet LUNE
Mathieu Baron	Abri de la Rive-Sud
Mathieu Frappier	RSIQ
Maxime Couillard	Droit de cité Québec
Mélanie Bouchard	Carrefour d'entraide Drummond inc.
Mélanie Roger	ROIIL
Michel Bolduc	Maison Lyse Beauchamp
Michel Pilon	Diocèse de Valleyfield
Michel St-Gelais	Maison d'accueil des sans-abri de Chicoutimi
Myriam Roy	Ensemble
Nicolas Luppens	GASP Haute Yamaska
Noémie Tysserand	Projet LUNE
Pierre Gaudreau	RAPSIM
Rachel Bissonnette	Fondation la Tablee populaire
Roch Hurtubise	Université de Sherbrooke
Sarah Landry	Projet LUNE
Simon Laroche	Travail de rue Ste-Thérèse
Stephan Corriveau	Réseau québécois des organismes d'habitation
Stéphanie Godin	L'Original tatoué, café de rue
Stéphanie Lampron	YWCA Québec
Steve Richard	Regroupement des organismes communautaires québécois du travail de rue
Sylvain Bellemare	Projet LUNE
Sylvain Laflamme	Bureau régional d'action SIDA
Sylvie Plante	Maison de Sophia
Tristan Ouimet Savard	Regroupement des Auberges du cœur du Québec
Valérie Lussier	L'Aviron hébergement communautaire
Virignie Larivière	Collectif pour un Québec sans pauvreté

15 février 2018

1. Ouverture de l'Assemblée générale d'hiver 2018 et mot de bienvenue

Ouverture de l'assemblée à 10h30

1.1 Mot de bienvenue

Mathieu Frappier, coordonnateur du RSIQ accueille les membres, les membres associés et les invités.

1.2 Mot de la présidente du conseil d'administration du RSIQ

Jimena Michea, présidente du CA du RSIQ et coordonnatrice du Regroupement pour l'aide aux itinérants et itinérantes de Québec (RAIIQ), ouvre la rencontre en encourageant les participants à donner leur point de vue tout au long de l'AG.

1.3 Nomination d'une présidente et d'une secrétaire d'assemblée

Que Andrée-Anne Tremblay, organisatrice communautaire de la santé publique de l'Estrie agisse comme présidente d'assemblée et Sylvie Plante comme secrétaire.

Proposé par : François Lemieux

Appuyé par : Geneviève Morissette

Adopté à l'unanimité

1.4 Tour de table des participant.e.s

Les participantEs se présentent à tour de rôle.

1.5 Lecture et adoption de l'ordre du jour

Tel que proposé

Proposé par : Magali Parent

Appuyé par : Michel St-Gelais

Adopté à l'unanimité

2. États des lieux

De nombreux participantEs et invitéEs ayant été retardé par un accident routier sur l'autoroute, nous convenons de reprendre l'état des lieux en début de délibérante le 16 février.

3. Ateliers

Les participants.e.s sont invité.e.s à rejoindre l'atelier choisi soit A1 (SPLI et Stratégie nationale de logement) ou A2 (Plan de lutte à la pauvreté)

4. Panel – dénombrement au Québec

À la veille d'un dénombrement dans 11 municipalités au Québec et du début de la réalisation d'un nouveau Portait de l'itinérance pour 2020. Quelles sont les différentes pratiques, ici et ailleurs, en matière d'évaluation et de quantification du phénomène? Comment s'organise le dénombrement 2018?

Mathieu Frappier présente les panélistes :

- Roch Hurtubise, de l'École de travail social de l'Université de Sherbrooke et chercheur au Centre de recherche de Montréal sur les inégalités sociales et les discriminations (CRÉMIS). Il préside le comité Portrait 2020 du gouvernement du Québec.
- Steve Richard, Président du Regroupement des organismes communautaires en travail de rue du Québec (ROCQTR)
- Pierre Gaudreau, Directeur du Réseau d'aide aux personnes seules et itinérantes de Montréal (RAPSIM)

Roch Hurtubise :

M. Hurtubise nous invite à consulter le rapport de recherche déposé en 2016 : *Vigie et surveillance de l'itinérance. Méthodologie, outils et usages*. Le rapport est disponible sur le site du MSSS et du Fond de recherches société et culture. Il y a plus de 280 références. Le dénombrement n'est pas l'unique et meilleure façon de quantifier le phénomène. Il n'y a pas de consensus scientifique à cet effet.

En termes de quantification du nombre de personne il y deux facettes à considérer : les personnes présentes et le flux soit les personnes qui arrivent et sortent de la rue.

Les données sur l'inventaire des fréquentations sont pertinentes et donnent des informations surtout si on peut élargir les sources d'informations.

Il y a une volonté de cerner quantitativement le phénomène de l'itinérance cachée. Ce qui apparaît c'est quelque chose qui s'approche plus de la prévalence voire la probabilité de s'en approcher. Le problème c'est qu'on ne la voit pas. Monsieur Hurtubise nous invite à la prudence face à cet enjeu et d'éviter de parler d'une nouvelle forme d'itinérance.

Steve Richard :

Présentation rapide du ROCQTR et de l'ATTrueQ.

Monsieur Richard se questionne l'éthique de la démarche et différents enjeux qui confrontent, notamment, les travailleurs et travailleuses de rue (TR) dans le cadre du dénombrement.

L'idée que les TR puisse utiliser son lien pour participer au dénombrement voire endosser le rôle d'enquêteur soulève plusieurs problèmes :

- Rapport avec la personne
- Rapport avec le milieu
- La dimension « enquête » est contraire à l'approche des TR
- On a l'impression qu'on prend pour acquis la participation des TR
- La disposition et disponibilité des TR pour l'exercice est un enjeu en soit;

Depuis 3 ans, on a rencontré le ministère à plusieurs reprises. On aurait pensé qu'on aurait pu être consulté un peu plus et proposer des méthodes pertinentes mais cela n'a pas eu lieu.

Un avis de vigilance et précaution a été remis aux membres. On a demandé aux gens d'être prudents. Chaque groupe interviendra selon ses capacités et orientations. Plusieurs groupes sont un peu allergiques au dénombrement parce qu'on ne voit pas l'utilité. Les informations obtenues ne nous aident pas dans notre travail quotidien.

Théoriquement, on comprend un peu ce qu'on cherche à savoir par l'exercice mais c'est l'utilisation qu'on en fera qui nous inquiète.

Pierre Gaudreau :

Présentation rapide du RAPSIM et retour sur le dénombrement du 24 mars 2015. Le RAPSIM avait le mandat de suivre le processus pour en être critique.

Un dénombrement est un Polaroid imparfait de la réalité partielle. Depuis des années, on parlait d'environ 30 000 personnes à Montréal sur une année alors qu'on a dénombré 3016 personnes.

Un bon exemple, à Côte des Neiges on a compté 5 personnes alors qu'à eux seuls, les policiers en connaissent 40! L'organisme Multicaf a fait un plan d'action local qui s'est développé (voir tableau sur document distribué). Ce plan n'aurait jamais eu lieu si on avait tenu compte seulement des « 5 » personnes évaluées dans le dénombrement

Quelques références sur le sujet : « Don't count on it », « Voir l'invisible », « Jeune, itinérance, une réalité encore peu visible ».

Nous devons nous préoccuper du dénombrement et de ses conséquences, l'exercice aura des impacts politiques.

QUELQUES COMMENTAIRES EXPRIMÉS PAR L'ASSEMBLÉE :

1. Pourquoi le 24 avril alors que pour aller chercher davantage de personnes dans la rue, l'été serait un moment plus opportun?
2. Shawinigan ne fait pas partie des régions ciblées alors qu'on nous laisse savoir qu'on pourrait nous demander de participer. À la dernière minute, ce n'est pas une bonne idée.
3. Les TR ont nommé qu'il est dommage qu'on ne les ait pas consultés parce qu'ils ont une expertise à partager qui pourrait changer le polaroid. On les a intégrés sans consultation.
4. Au sujet des bénévoles : c'est dans la culture anglophone. Occasion de mobiliser la société civile autour de l'enjeu de l'itinérance alors qu'au Québec, il y a d'autres lieux pour le faire (par exemple la Nuit des sans-abri,)
5. Outaouais : certains groupes sont insatisfaits et demandent une rencontre avec des membres du Comité national. Notamment, pour discuter de l'enjeu de l'absence de financement pour réaliser l'exercice. Plusieurs membres du Collectif régional de lutte en itinérance de l'Outaouais (CRIO) craignent une instrumentalisation des organismes communautaires.
6. Exemples d'itinérance cachée non-considérées : immigration sans papier. Les personnes sont à l'intérieur de leur famille (« couch-surfing » et autres); les personnes précaires qui intègrent le marché du travail;
7. En Outaouais, Hull et Ottawa : les gens traversent donc où seront-ils comptabilisés?
8. Le questionnaire est intrusif. Ce n'est pas parce que tu es itinérant que tu dois être fiché!
9. Le dénombrement aura lieu. Des représentants de plusieurs regroupements sont présents, ici aujourd'hui, il est possible de se mobiliser, après le dénombrement, pour contester le chiffre puisqu'on sait d'avance qu'il ne correspondra pas à la réalité. On a l'expertise pour le faire.
10. À Québec, on a du retard sur le processus. La position qu'on a au Regroupement pour l'aide aux itinérants et itinérantes de Québec (RAIIQ) : on est au Comité régional et on tient compte des recommandations. L'exercice a tellement de limites mais il faut que les ressources soient présentes. Il faudra se questionner sur le poids du nombre. On nous a démontré l'impact du portrait sur plusieurs années. D'où notre intérêt. Aucune obligation à participer.
11. Dans Lanaudière : on s'est questionné sur l'utilisation de bénévoles et l'instrumentalisation des organismes. Attention aux bénévoles qui n'ont pas nécessairement les compétences pour interagir avec des gens en situation d'itinérance et qui peuvent être dans un état de santé mentale précaire.

Le mot de la fin des panelistes :

Roch Hurtubise : Vous n'êtes pas tenus de participer mais une mobilisation peut être utile, pour la suite. Il y a une ouverture pour faire les choses autrement. Il faut continuer à réfléchir collectivement sur le sujet. Complétez à partir de ce que vous savez. Vous avez un pouvoir de frappe intéressant.

Steve Richard : Je pense qu'il y a des réponses intéressantes à apporter suite à la sortie des chiffres. Nous devons demeurer vigilants.

Pierre : Effectivement soyons vigilants! Il y a une mobilisation pancanadienne importante en faveur du dénombrement. On sait déjà que l'itinérance s'accroît et se diversifie. L'utilité du dénombrement on repassera! Le fédéral doit soutenir une approche globale en itinérance.

16 février 2018

Ouverture à 9h20

FÉDÉRAL

État des lieux

Mathieu fait un résumé du contenu de l'atelier d'hier concernant la Stratégie nationale de logement, les attentes des Centres d'amitié autochtone du Québec et les orientations de la prochaine SPLI.

Bien que le comité consultatif n'ait toujours pas déposé son rapport, le gouvernement fédéral a tout de même donné quelques indications de ses intentions pour sa prochaine stratégie :

- Objectif de réduire de moitié l'itinérance d'ici 10 ans
- Maintien de l'approche *Logement d'abord* (nous ignorons dans quelles proportions)
- Utilisation accrue de données probantes (informations quantifiées, chiffrables)

Le respect de la diversité d'action et de la planification communautaire sont donc toujours au cœur de nos revendications.

Le gouvernement fédéral pourrait enchâsser les orientations de la prochaine SPLI lors du dépôt du budget qui sera présenté sous peu.

Stéphanie Godin informe l'Assemblée qu'actuellement le CA et la permanence du RSIQ travaillent sur un document de sensibilisation de 4 pages sur l'importance du financement fédéral dans la prévention et réduction de l'itinérance au Québec. Nous souhaitons que le document soit le plus représentatif possible, les membres sont donc invités à participer à la conception du document. Jimena Michea ajoute que l'exercice est là pour permettre la valorisation des pratiques des groupes du Québec

Commentaires :

Alice Lepetit trouve intéressant l'outil. Au-delà de démontrer la spécificité du Québec, le message d'une SPLI généraliste et communautaire doit être présent dans le document.

Marie-Ève Rheault demande une synthèse de ce qui est différent entre la définition québécoise et canadienne de l'itinérance?

Jimena Michea indique que l'aspect désaffiliation n'existe pratiquement pas dans la définition canadienne; on parle essentiellement de « homelessness » (absence de toit).

Pierre Gaudreau souligne que le rapport du Comité consultatif n'est pas décisionnel c'est le ministre et le gouvernement qui prendront la décision. Il est donc encore possible d'influencer la décision finale. Les dénombremments sont en lien direct avec l'objectif de réduction de 50% de l'itinérance. S'il y a une orientation « Housing first » à Ottawa, rappelons qu'il serait fort possible que ce soit la même au Québec, peu importe le gouvernement.

Mathieu Frappier indique que La Table des régions discute d'une possible conférence de presse et dévoilement du 4 pages pour cette « fin » de campagne.

Marco Carpinteyro demande si l'approche SRA sera considérée dans le 4 pages et nos représentations auprès du gouvernement fédéral.

Magali Parent rappelle que l'approche SRA est l'un des moyens pouvant être déployé dans le cadre d'une diversité d'actions et qu'il n'est pas souhaitable d'opposer l'approche SRA et généraliste.

PROVINCIAL

1. État des lieux

Politique de lutte à l'itinérance et Plan d'action interministériel : Depuis quelques mois plusieurs régions constatent un ralentissement des activités de leur comité directeur régional. Les répondantEs itinérance des différents CISSS-CIUSSS semblent avoir été principalement affecté à la réalisation des dénombremments. Ce ralentissement conjugué au peu de moyens des comités directeur limite le déploiement des plans régionaux et l'atteinte des objectifs du Plan interministériel. De plus, le gouvernement libéral ayant hérité de la Politique de lutte à l'itinérance, il ne prend toujours pas d'engagements significatifs pour rejoindre les grands axes de la Politique.

Le Comité de suivi de la Table interministérielle dont le mandat est de voir à la réalisation du Plan d'action interministériel, ne s'est pas réuni depuis le mois de juin dernier. Aucune rencontre n'est prévue malgré nos demandes de reprises et d'intensification des travaux. Rappelons que nous sommes à la mi-chemin du Plan interministériel et que de nombreuses mesures ne sont toujours pas en place. Le déploiement du Plan interministériel, l'avancement des comités régionaux et la reprise des travaux de la Table seront à l'ordre du jour.

Une nouvelle personne sera en charge de la Direction dépendance et itinérance du MSSS, une rencontre avec le RSIQ est déjà prévue pour le mois de mars.

Cette année, le MSSS ne reprendra pas complètement la campagne de sensibilisation. Faute de budget, les sommes disponibles iront à la diffusion des publicités de l'an passé. Il n'y aura pas de nouveau contenu, ni d'affiches.

Après un retard de 3 ans, le Plan de lutte à la pauvreté était fortement attendu. Celui-ci s'avère décevant principalement en raison de son orientation employabilité, présentée comme seule avenue de sortie de la pauvreté. Le plan comporte quelques mesures spécifiques à la lutte à l'itinérance notamment une bonification du financement pour l'accompagnement en logement (soutien communautaire en logement et approche SRA), du financement pour la rénovation des refuges et hébergement d'urgence (500 000\$ non récurrents). Malheureusement, le gouvernement s'entête à l'instauration de pénalités pour le *primo* demandeurs d'aide sociale qui ne pourront s'intégrer à Objectif Emploi et se contente d'une hausse bien insuffisante de la

prestation de base. En dépit d'un objectif avoué de développer l'employabilité, le Plan prévoit bien peu de nouvelles mesures à cet effet et délaisse complètement l'insertion sociale.

2. Dénombrement/ Comment ça se passe dans vos régions (1 représentant par région)

Québec : En retard sur tout. Le coordonnateur n'est pas nommé. Quelle sera l'implication des groupes? Pas de position unanime qui se dégage à l'intérieur de la région. Différents groupes considèrent que l'exercice ne cadre pas avec le « terrain ». Les groupes sont réticents à utiliser des bénévoles,

Lanaudière : La coordonnatrice régionale a déjà commencé les rencontres de groupes, c'est un peu trop tôt puisque elle n'a pas eu sa formation officielle. La semaine prochaine, les travailleurs de rue seront rencontrés. Les TR de certains organismes ont déjà mentionné qu'ils ne participeraient pas. Trop tôt pour se positionner régionalement.

Montérégie : Il y a eu une personne embauchée pour le poste de coordonnateur régional et une conférence téléphonique avec certains groupes. Le CISSS Centre de la Montérégie s'est mobilisé rapidement. La TIRS se joindra au comité d'organisation. La TIRS a une position de collaboration. Différentes concertations/regroupement de la Rive-Sud sont visées pour la participation au dénombrement.

Estrie : Le comité régional a un calendrier de rencontres aux deux semaines. Invitations ciblées à certains partenaires. La coordination régionale s'attendait à une certaine collaboration notamment pour solliciter les maisons d'hébergement et obtenir l'information sur les femmes hébergées.

On a entendu qu'une plateforme web sera mise en place où les bénévoles pourront aller s'inscrire. Ce qui soulève plusieurs questions.

La Coalition pour le travail de rue n'a pas pris position officiellement mais plusieurs éléments présentés par la ROCQTR, hier, font partie des préoccupations de la Coalition.

Montréal: On surveille le processus mais on n'en n'est pas! C'est le 2^e à Montréal. Piloté par les partenaires qui sont les mêmes qu'en 2015 (Douglas) financé par la Ville (300 000) et ¼ de million pour l'ensemble du Québec. La Ville de Montréal est activement impliquée dans le processus.

Saguenay : Les organismes de la concertation ont eu peu d'informations. On ne comprend pas le processus ni l'objectif puisque l'itinérance dans la région est majoritairement cachée. Le dossier avance à très petits pas. On n'a pas l'information sur la structure régionale. Pas de mobilisation de bénévoles.

Outaouais : Une rencontre avec le coordonnateur a eu lieu. Le CRIO a présenté la position critique adoptée lors de la dernière AG. Les maisons d'hébergement pour femmes ne participeront pas. Le comité organisateur ont pensé prendre des étudiants en Technique Policière pour le bénévolat ce qui soulève différentes inquiétudes. Une rencontre entre les acteurs du milieu et le Comité d'organisation nationale aura lieu afin d'échanger sur les problèmes identifiés.

Laurentides : Une coordonnatrice est nommée. Une rencontre aura lieu la semaine prochaine donc pas de position de la part du CRI. En attente de cette rencontre pour prendre position.

Drummonville: Peu d'informations pour l'instant. Pas de bénévoles impliqués. On va établir ça sur 3 jours. Il n'y a pas eu de rencontre avec le comité régional.

Quelques commentaires :

Marie-Ève Rheault : le dénombrement vise l'itinérance visible je suis surprise d'apprendre que le questionnaire tente de documenter également l'itinérance cachée.

Stéphanie Godin : On ne peut pas forer l'itinérance cachée dans le cadre d'un dénombrement. On nous indique que ce sera fait dans les prochaines étapes. Ce n'est pas aux intervenant.e.s à juger qui devra répondre au questionnaire puisque dans le formulaire, les trois premières questions serviront à valider cette position.

Pierre Gaudreau : il y a une mobilisation forcée sur le dénombrement alors que le gouvernement aurait intérêt à se mobiliser pour d'autres dossiers, par exemple, la Politique de lutte à l'itinérance.

Alice Lepetit: Le Plan de lutte est décevant dans son approche « employabilité », il manque d'engagements véritables en matière sociale. Comment le plan de lutte interagit avec les travaux régionaux? Il y a des leviers d'actions au niveau régional. On veut une vision basée sur la personne. Le 16 mars prochain nous en discuteront à l'occasion du forum du RAPSIM.

Vie associative : 20^e anniversaire!

Il y a un fort consensus sur l'importance de souligner les 20 ans du RSIQ. Nous échangeons sur différents moments pour tenir un évènement et la teneur de celui-ci.

Quelques commentaires :

Beaucoup de choses se passent à l'automne. Pourquoi ne pas le faire à l'AG d'hiver?

Le faisons-nous pour les membres ou obtenir de la visibilité?

Inclure une activité pour les membres et faire une activité plus politisée et visible.

Suggestion de former un comité pour le 20^e

Revue rétrospective (document et personnes impliquées);

Le CA repart avec les idées exprimées et le sondage distribué.

Varia :

Marica Vazquez Tagliero présente l'action des Valoristes

Mathieu Frappier remercie les membres pour leur engagement et mobilisation.

PROPOSITION DE PLAN D'ACTION 2017-2018

Vie associative	
OBJECTIFS SPÉCIFIQUES	STRATÉGIES D'ACTION
1. FAVORISER LA CONSULTATION, LA PARTICIPATION ET LA MOBILISATION DES MEMBRES DU RSIQ	<ul style="list-style-type: none"> 1.1. Encourager l'échange sur les enjeux nationaux par le biais d'un cahier préparatoire envoyé aux régions avant la tenue des AG et AGA du Réseau. 1.2. Organiser 4 rencontres de la Table des régions et soutenir ses discussions notamment avec l'apport d'une thématique centrale prédéfinie à chaque rencontre. 1.3. Organiser un évènement festif, à l'occasion de l'assemblée de février, soulignant le 20^{ième} anniversaire du RSIQ. 1.4. Débuter l'organisation des 4^{ième} États généraux de l'itinérance au Québec. 1.5. Prévoir le contact régulier et les déplacements de la permanence auprès des concertations membres et des membres associés.
2. DÉVELOPPER ET CONSOLIDER LES LIENS AVEC LES REGROUPEMENTS	<ul style="list-style-type: none"> 1.6. Développer et consolider les liens avec des regroupements du Québec et d'ailleurs poursuivant des objectifs similaires.
3. AMÉLIORER LES CONNAISSANCES DES MEMBRES	<ul style="list-style-type: none"> 1.1. Organiser au moins une formation collective au cours de l'année, en lien avec les besoins des membres ou présentant des initiatives novatrices provenant de l'extérieur du Québec. 1.2. Développer et consolider des liens avec des chercheurs (universitaires ou autres), afin d'analyser et évaluer les différents enjeux sociaux, politiques, programmes et projets touchant la question de l'itinérance, ainsi que s'assurer de la participation des membres aux recherches et à la diffusion des résultats.

Actions en direction du gouvernement fédéral

OBJECTIFS SPÉCIFIQUES	STRATÉGIES D'ACTION
<p>1. S'ASSURER QUE LA SCLI MAINTIENNE UNE APPROCHE GLOBALE ET COMMUNAUTAIRE ET QUE LE FINANCEMENT SOIT ADÉQUAT POUR L'ENSEMBLE DES RESSOURCES DU QUÉBEC</p>	<p>1.1. Consolider la présence de l'approche globale et communautaire dans la prochaine Entente Canada-Québec.</p> <p>1.2. S'assurer que le Québec reçoive sa juste part du financement SCLI.</p> <p>1.3. Veiller à ce que l'Accès coordonné, prévu dans la SCLI, respecte les planifications communautaires des régions, les principes de l'action communautaire autonome et les droits des personnes.</p> <p>1.4. S'assurer que les contributions de la SCLI non-dépendées annuellement dans une région soient maintenues et réinjectées dans la région attirée.</p>
<p>2. APPUYER LA REVENDICATION POUR LE MAINTIEN DES SUBVENTIONS FÉDÉRALES DANS LE FINANCEMENT DES LOGEMENTS SOCIAUX EXISTANTS ET LE RÉINVESTISSEMENT DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL DANS LE DÉVELOPPEMENT DU PARC DE LOGEMENTS SOCIAUX DANS LES RÉGIONS DU QUÉBEC</p>	<p>1.1. Soutenir la demande lors de campagnes menées par différents regroupements sur cet enjeu.</p> <p>1.2. Inclure ces éléments dans les représentations politiques menées en direction du gouvernement fédéral.</p>
<p>3. DIFFUSER UNE PERSPECTIVE CRITIQUE DES RÉSULTATS DU DÉNOMBREMENT FAIT AU QUÉBEC EN 2018</p>	<p>1.1. Diffuser les limites de l'exercice de dénombrement d'avril 2018 au Québec.</p> <p>1.2. Diffuser les perspectives régionales des membres sur les résultats obtenus.</p> <p>1.3. Poursuivre notre collaboration au comité Portait 2020</p>

Actions en direction du gouvernement provincial

OBJECTIFS SPÉCIFIQUES	STRATÉGIES D'ACTION
1. S'ASSURER QUE LES MESURES ET ACTIONS DU PLAN D'ACTION INTERMINISTÉRIEL 2015-2020 SE DÉPLOIENT DANS TOUTES LES RÉGIONS DU QUÉBEC	<ol style="list-style-type: none">1.1. Effectuer le suivi de la Politique en itinérance et du Plan d'action interministériel dans toutes les régions du Québec afin d'en souligner les apports et les lacunes.1.2. S'assurer que les activités du comité de suivi de la Table interministérielle et du rapport de mi-parcours correspondent aux enjeux identifiés par le milieu communautaire et de ses utilisateurs et ce dans l'ensemble des régions.1.3. Obtenir du soutien financier pour les coordinations régionales communautaires afin qu'elles puissent accomplir leur mission.
2. OBTENIR LA BONIFICATION DU BUDGET DU PLAN D'ACTION INTERMINISTÉRIEL 2015-2020	<ol style="list-style-type: none">1.4. Mener des interventions auprès du nouveau gouvernement québécois afin que les ressources nécessaires pour atteindre les objectifs de la Politique et du Plan d'action interministériel soient répartis dans toutes les régions du Québec.1.5. Organiser une mobilisation importante à l'hiver 2019 en vue du budget afin que le gouvernement investisse et soutienne les mesures nécessaires pour atteindre les objectifs de la Politique et du plan d'action interministériel.

Communication, information et sensibilisation

OBJECTIFS SPÉCIFIQUES	STRATÉGIES D'ACTION
1. ASSURER UNE COMMUNICATION RÉGULIÈRE AVEC LES MEMBRES DU RSIQ	<ol style="list-style-type: none">1.1. Produire et diffuser minimalement deux Bulletin des régions et de six infolettres afin d'informer les membres.1.2. Effectuer une mise-à-jour complète du site web.1.3. Diffuser une revue de presse traitant directement ou indirectement de l'itinérance auprès des membres.
2. AUGMENTER NOTRE VISIBILITÉ AUPRÈS DES DÉCIDEURS, DES MÉDIAS ET DU GRAND PUBLIC	<ol style="list-style-type: none">1.1. Réagir rapidement à l'actualité via des communiqués et lettres ouvertes afin de positionner le RSIQ comme un acteur incontournable de la lutte à l'itinérance au Québec dans les médias et le grand public.1.2. Obtenir une position d'interlocuteur auprès du MSSS lors de l'élaboration des prochaines campagnes de sensibilisation auprès de la population.1.3. Maintenir notre appui à la Nuit des sans-abris et assurer une présence dans certains de ses événements régionaux.1.4. Promouvoir la définition québécoise de l'itinérance.
OFFRIR DIFFÉRENTES TRIBUNES D'EXPRESSION POUR LES PERSONNES VIVANT OU AYANT VÉCU UNE SITUATION D'ITINÉRANCE	<ol style="list-style-type: none">1.1. Encourager la participation, l'implication et la mobilisation, dans nos événements, des personnes vivant ou ayant vécu une situation d'itinérance.

Financement

OBJECTIFS SPÉCIFIQUES	STRATÉGIES D'ACTION
1. POURSUIVRE LES REVENDEICATIONS POUR UN REHAUSSEMENT DU FINANCEMENT À LA MISSION DES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES, DONT LE RSIQ	<ol style="list-style-type: none">1.1. Participer activement à la campagne <i>Engagez-vous pour le communautaire</i>.1.2. Se joindre aux autres regroupements nationaux et encourager les membres à participer aux mobilisations afin de dénoncer les mesures d'austérité et pour le rehaussement du financement des groupes d'action communautaire autonome au Québec.
2. CONSOLIDER LES FINANCES DU RSIQ	<ol style="list-style-type: none">1.1. Augmenter la pression en direction du MSSS afin de rehausser le financement de base du RSIQ afin d'accroître sa capacité d'action.1.2. Explorer les différentes sources de financement possible dont la SCLI.1.3. Obtenir du financement spécifique à l'organisation des 4^{ième} États généraux sur l'itinérance.

PROPOSITION FIRME COMPTABLE

Proposition du conseil d'administration :

Il est proposé de confier le mandat à M. Ronald Lapierre CA, à l'effet de produire une mission d'examen et d'états financiers du RSIQ pour l'exercice 2017-2018.

RAPPEL SUR LES DROITS DE VOTE

Suite à la refonte de ses règlements généraux en septembre 2014, les différentes concertations membres du RSIQ peuvent exercer les droits de vote suivants :

COMPOSITION DE LA CONCERTATION	NOMBRE DE VOTES
DE 0 À 9 GROUPES MEMBRES	2 votes
DE 10 À 19 GROUPES MEMBRES	4 votes
DE 20 À 29 GROUPES MEMBRES	6 votes
30 GROUPES MEMBRES ET PLUS	8 votes

Chapitre 6 : Conseil d'administration

Article 6.1 Composition

- 1 Le conseil d'administration du Réseau est composé de cinq (5) représentants issus d'organismes communautaires et membres de cinq (5) initiatives territoriales différentes, mandatés par leur territoire et élus par l'assemblée générale;
- 2 Les membres du conseil d'administration sont des personnes issues des membres de la corporation dont l'expertise est recherchée afin de la soutenir dans l'atteinte de ses objectifs. Ils siègent pour servir et aider à la consolidation et au développement de la corporation. Ils sont invités à donner le meilleur d'eux-mêmes dans le cadre de leurs responsabilités et ce, en collaboration avec la coordination.
- 3 Chaque représentant d'initiatives territoriales peut être élu au conseil d'administration;
- 4 Le conseil d'administration se réunit au moins huit (8) fois par an;
- 5 Le conseil est un des lieux de concertation et d'échange sur l'itinérance entre les différentes régions du Québec;

Article 6.2 Pouvoirs du conseil d'administration

Outre les pouvoirs qui lui sont dévolus en vertu de la loi sur les compagnies, le conseil possède les pouvoirs suivants:

- 1 Il administre les affaires du Réseau.
- 2 Il gère les projets du Réseau solidarité itinérance du Québec.
- 3 Il est responsable de l'embauche, de l'évaluation et de la mise à pied de la coordination.
- 4 Il voit à la bonne marche du travail de la coordination.
- 5 Il détermine les conditions de travail.
- 6 Il détermine les tâches dévolues à chacun des administrateurs.
- 7 Il forme et gère les comités qu'il juge nécessaire.
- 8 Il élit les titulaires de charge.
- 9 Il ouvre des comptes dans des institutions financières au nom du Réseau.
- 10 Le conseil d'administration est autorisé à signer tout protocole d'entente au profit du Réseau.
- 11 Il exécute les mandats donnés par l'Assemblée générale.

Article 6.3.2 Élection

- 1 Tous les candidats doivent être proposés par un membre du Réseau.
- 2 Chaque membre désirant se présenter doit remplir un bulletin de mise en candidature portant sa signature.
- 3 La candidature d'une personne absente peut être retenue si elle a laissé une procuration écrite avec son bulletin de candidature.
- 4 Un poste devient vacant lorsqu'il y a démission.
- 5 Chaque candidat doit avoir un mandat ouvert de la part de son initiative territoriale.

BULLETIN DE MISE EN CANDIDATURE AU POSTE D'ADMINISTRATEUR OU D'ADMINISTRATICE

En présentant sa candidature, le soussigné reconnaît et comprend que :

Le conseil d'administration se réunit au moins à huit (8) reprises durant l'année, par une variété de moyens de rencontres (rencontres en personne, en visioconférence ou en conférence téléphonique);

Le mandat des administrateurs et administratrices du RSIQ a une durée de deux ans;

Les frais de repas, de déplacements et d'hébergement (lorsque nécessaires) des membres du CA sont couverts par le RSIQ afin d'encourager la participation des membres des diverses régions ;

Les administrateurs doivent assumer une variété de tâches en appui à la permanence (représentations politiques, relecture de documents, définition d'orientations, etc.);

Tous les membres du conseil doivent rechercher le développement, le rayonnement du Réseau et agir de façon pro-active. (voir annexe)

Je, soussigné(e), _____ , me porte candidat(e) au poste d'administrateur (trice) du RÉSEAU SOLIDARITÉ ITINÉRANCE DU QUÉBEC, dont ma concertation régionale a le statut de membre actif.

Signature _____

Date de la signature _____